

MARDI 19 MARS 2002

POLITIQUES
PRÉSIDENTIELLE 2002

VU D'AILLEURS

La revanche de Haider

L'Autriche n'a pas pardonné à Chirac sa mise en quarantaine.

La réélection de Jacques Chirac semble compromise, j'en éprouve un soulagement teinté de regrets. Longtemps la crainte m'avait tiraillé que l'opinion française puisse sous-estimer la gravité des accusations portées à son encontre. Sa réélection confirmerait les pires clichés sur la nonchalance française à l'égard des règles de droit. Les médias étrangers mettraient l'accent sur ses scandales avec une intensité que peu de Français imaginent. On verrait fleurir des titres comme: «La France élit un délinquant». Mais, surtout, une victoire de Jacques Chirac, venant après celle de Silvio Berlusconi en Italie, renforcerait l'impression d'un délitement de l'Etat de droit dans les deux principaux pays de l'Europe latine. Cela donnerait prise aux courants isolationnistes et nationalistes d'Europe du Nord. Néanmoins, les images montrant Chirac sous les crachats à Mantes, un affront qui pourrait préfigurer une humiliante défaite, m'ont fait mal – surtout en pensant à la jubilation que ces images allaient créer en Autriche.

Sanctions. Pour comprendre, il faut remonter à janvier 2000, lorsqu'une coalition entre la droite modérée et le FPÖ, le parti de Jörg Haider, a pris les rênes à Vienne. Chirac avait alors impulsé la mise en quarantaine du gouvernement autri-

chien par les quatorze autres membres de l'Union européenne. Une initiative à la hauteur du défi: pour la première fois depuis l'écrasement du nazisme, un parti dirigé par un leader s'inscrivant partiellement dans la tradition nazie accédait au pouvoir en Europe. Ces sanctions diplomatiques n'ont, a priori, pas atteint leur but: la coalition autrichienne est restée en place. En septembre 2000, les quatorze décidèrent leur levée.

Cette médication a paru trop sévère à de nombreux Autrichiens pour que le principal médecin prescripteur pût être pardonné. Chirac devint l'objet d'une vague de haine dans le pays. Un sondage sur les hommes d'Etat les plus détestés le plaça en deuxième position, après Milosevic. Des commentateurs autrichiens se délectaient de chaque re-

bondissement des affaires de Chirac, comme si ses déboires judiciaires délégitimaient son militantisme contre Haider. Une logique ignominieuse dans laquelle je me trouvais moi-même piégé en tant que correspondant d'un quotidien autrichien. Chacun de mes articles relatant les

scandales de Chirac me valait des compliments aussi vigoureux que suspects. Ce sentiment pour lequel la langue allemande dispose du mot *Schadenfreude* («joie ressentie au malheur d'autrui») risque de connaître de nouveaux débordements nauséux si Chirac est battu.

Errements. Il est vrai aussi que cette défaite leverait l'hypothèque que Chirac faisait peser sur les efforts au sein de l'UE pour contrer Haider et Berlusconi. Si le projet politique de Haider représente des menaces incomparablement plus graves pour la démocratie que les errements de Chirac, ces derniers handicapent le mouvement des démocrates en Autriche, comme ils risquent d'entraver demain une action de l'Union contre le gouvernement italien. Les affaires de Chirac cantonnaient trop souvent les militants antigouvernementaux en Autriche à une posture défensive, les obligeant à expliquer en quoi les entorses à la légalité de Haider étaient plus graves que les affaires éclaboussant son principal détracteur. Ce handicap pèserait encore plus lourd face à Berlusconi. Comment imaginer un président français ayant fui ses responsabilités pénales pour fendre les entraves à l'Etat de droit en Italie? ●

DANNY LEDER,
correspondant à Paris
du quotidien autrichien «Kurier»

La réélection de Jacques Chirac confirmerait les pires clichés sur la nonchalance française à l'égard des règles de droit.